B.D.I.C

Nº 27 — ROK ÓSMY PARYŻ, 1 LIPCA 1922 — PARIS, 1er JUILLET 1922 HUITIÈME ANNÉE

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
Kwartalnie..... 12 fr.
Półrocznie..... 24 fr.
Rocznie..... 46 fr.
Numer Środowy . 40 c.
Numer Sobotni .. 75 c.
Zagranicą:
Rocznie..... 50 fr.
TELEFON :
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we środy (po polsku) i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais) et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements :
Trois mois..... 12 fr.
Six mois..... 24 fr.
Un an..... 46 fr.
Num. de Mercredi 40 c.
Num. de Samedi... 75 c.
Etranger :
Un an..... 50 fr.
TÉLÉPHONE :
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3bis, rue La Bruyère, 3bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Un ami de la Pologne

Take Jonesco.

Dans la personne de M. Take Jonesco, ancien ministre des Affaires Etrangères et président du Conseil de Roumanie, la Pologne vient de perdre un ami aussi éminent qu'éclairé.

Dès 1920, M. Take Jonesco comprenait la nécessité pour son pays, si largement agrandi par les traités de paix, de s'entendre intimement avec les autres Etats, héritiers comme lui de la monarchie austro-hongroise.

Contre la Bulgarie et contre la Hongrie il fallait à la Roumanie l'appui de la Yougoslavie. Contre cette même Hongrie, et contre l'Autriche (derrière laquelle il faut toujours voir l'Allemagne), la Roumanie avait besoin de l'appui des Tchécoslovaques. Enfin, contre toute tentative de reconstruction de l'Autriche-Hongrie, et surtout contre la menace russe, il fallait aux Roumains l'aide de la Pologne.

Rapprocher sur un même terrain d'intérêts communs, les quatre « petites » puissances héritières des Habsbourg, puis les unir dans une commune entente, que par prudence plutôt que par modestie, on appellerait la « Petite Entente », tel fut le but que M. Take Jonesco donna à la politique de son pays.

Il se trouva que dans le même temps, la même idée germa dans le cerveau d'un homme politique tchécoslovaque, et c'est ainsi que l'on vit M. Benès unir ses efforts à ceux de M. Take Jonesco pour réaliser cette Entente qui groupe aujourd'hui 70 millions d'hommes de la Baltique à la Mer Noire et de la Mer Noire à l'Adriatique.

Cependant, l'œuvre entreprise par l'homme d'Etat roumain n'était rien moins que facile. Dans cette même année 1920, où sa politique d'union affirmait son effort, de graves dissentiments séparaient la Pologne de la Tchécoslovaquie. La question de Teschen était entre ces deux Etats une cause de discorde. Le temps paraissait mal choisi pour parler de la Petite Entente auprès du gouvernement polonais. Il eût été dangereux pour M. Take Jonesco de mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce.

Mais vers la même époque, la Pologne fut envahie par les bolcheviks. Son existence indépendante courut les plus graves dangers ; en même temps la liberté des pays de la Petite Entente fut menacée.

A vrai dire, tout le monde ne le comprit pas suffisamment dans certains milieux tchèques et roumains. On fit preuve d'indolence dans la société de Bucarest ; on compta trop sur « l'amitié » russe parmi le peuple tchèque.

Mais les deux hommes d'Etat qui s'étaient donné, à Bucarest et à Prague, mission de constituer la Petite Entente, mesurèrent parfaitement le danger que l'invasion russe avait fait courir à leurs patries respectives. La volonté d'entente et d'union grandit en eux.

Les bolcheviks étaient à peine chassés de Pologne que Take Jonesco quittait Bucarest pour Prague, et s'abouchait avec M. Benès dans le but de resserrer les liens de la Petite Entente et de conclure un pacte militaire définitif entre la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

Mais pour la Roumanie, ce pacte militaire n'avait pas toute sa signification, si la Pologne n'y accédait pas et si elle restait en dehors de la Petite Entente.

M. Take Jonesco partit pour Varsovie (fin octobre 1920). Il y fut reçu avec la considération que méritait son éminente personnalité et avec l'amitié que les Polonais ressentent naturellement pour les Roumains et qu'ils témoignent en chaque occasion au distingué diplomate qui représente la Roumanie à Varsovie, M. Floresco.

Les hommes politiques polonais entendirent volontiers les conseils d'union que leur apportait M. Take Jonesco, mais comment négliger l'opinion publique polonaise qui naguère encore s'élevait avec force contre la politique tchèque ?

M. Take Jonesco le comprit.

— Laissons faire le temps, dit-il, c'est un grand maître !

L'événement lui donna raison. Un an plus tard, Pologne et Tchécoslovaquie aplanissaient toutes les difficultés qui les séparaient. L'opinion publique, raisonnable de part et d'autre, et admirablement servie par le zèle pacificateur de deux éminents diplomates, M. Piltz et M. Maxa, se montra favorables à la conclusion d'une entente économique et politique entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, deux pays confinant l'un à l'autre, dont la communauté d'intérêts déjà si grande, ne fera que se développer encore dans l'avenir.

M. Take Jonesco savait bien qu'il ne peut y avoir de liberté d'action pour la Pologne dans sa politique russe qu'autant que la Pologne sera rassurée sur sa longue frontière tchécoslovaque.

Il savait d'autre part que cette liberté d'action de la Pologne est aussi nécessaire à la sécurité de la Roumanie qu'à celle de la Pologne elle-même. Le regretté homme d'Etat comprenait parfaitement l'intime communauté d'intérêt qui doit unir la Pologne et la Roumanie en face de cet immense peuple russe, si dangereux par l'appui qu'il a toujours donné à la tyrannie de ses maîtres dont il s'est fait à travers l'histoire, le serviteur aveugle.

— Je tiens beaucoup, déclara-t-il, à la communauté de frontières entre la Pologne et la Roumanie. Il est absolument nécessaire pour les deux pays que leurs territoires confinent l'un à l'autre, et que par les provinces de Galicie Orientale et de Bucovine, nos deux Etats soient en communication directe. C'est tellement nécessaire que je ne tolérerais en Galicie Orientale aucune autre souveraineté que celle de la Pologne. J'en ai fait la déclaration à M. Lloyd George lui-même. S'il fallait que la Pologne quittât la Galicie Orientale, eh bien ! c'est la Roumanie qui occuperait cette province !

Ainsi parlait M. Take Jonesco, chef du parti démocrate roumain. Nous sommes assurés que M. Bratiano, chef du parti libéral, aujourd'hui au pouvoir, ne parlerait pas autrement.

Georges Bienaimé.

Les trusts commerciaux en Ukraine

L'évolution du communisme russe vers un retour à un régime plus ou moins capitaliste apparaît aujourd'hui comme l'évidence même. Le gouvernement des Soviets, qui brûlait du désir de reprendre contact, à Gênes, avec les Etats « bourgeois » d'Occident, a engagé avec de nombreuses nations des pourparlers en vue d'accords économiques... ou autres.

Le traité de Rapallo par exemple, dont il ne faut pas essayer de dissimuler le caractère menaçant, constitue actuellement pour l'Allemagne une charge financière et militaire, mais c'est aussi le meilleur levier du pangermanisme pour faire échec à la politique française et à nos alliés polonais. S'il est exact, comme on l'annonce officieusement à Prague, qu'un accord a été conclu entre la Tchécoslovaquie, la Russie et l'Ukraine soviétique, on peut affirmer jusqu'à preuve du contraire que ce traité risque de porter un coup mortel à la Petite Entente et de compromettre gravement le front nécessaire Baltique-Mer-Noire.

Si le Parlement suédois a rejeté, à une faible majorité d'ailleurs (84 voix contre 47 au Sénat et 105 contre 94 à la Chambre), le projet de traité de commerce provisoire entre Stockholm et Moscou, par contre la Bulgarie se prête à l'égard des Soviets à des complaisances dangereuses, en tolérant la réunion à Sofia d'une *Internationale verte*, parti qui tend à une sorte de dictature paysanne. Enfin, les Bolcheviks viennent de concéder à une compagnie de navigation italienne, le « Lloyd Triestins », le monopole du transport des différentes marchandises achetées en Italie et aussi en Europe.

*
* *

Les autorités bolchevistes sont incapables d'assurer la vie économique des territoires russes ; la suppression de la propriété individuelle et la mise en commun des richesses nationales sont des « attrape-nigauds » que défie le bon sens. On en a la meilleure preuve par ce qui se passe maintenant en Ukraine où le commerce prend de plus en plus un caractère privé à tel point que le 1er janvier 1922, 8.000 établissements industriels particuliers fonctionnaient déjà.

Les journaux polonais publiaient récemment à ce sujet des détails fort intéressants qui démontrent à la fois l'incapacité du gouvernement central et l'absence d'initiative des « officiels » de Moscou. Les établissements d'alimentation, qui atteignent en Ukraine le chiffre de 5.000 environ, auxquels il faut ajouter 158 tanneries et 12 usines textiles, ont été

affermés par le gouvernement et leur exploitation cédée à des entreprises privées pour une durée de deux ans. Un certain nombre de ces usines ont également été cédées à bail à des associations et à des coopératives qui géreront les fabriques de tabac, les distilleries de spiritueux et les raffineries de sucre.

Cette transformation économique a naturellement incité les nouvelles sociétés à former des trusts dans le but évident de constituer pour la production une sorte de monopole. Parmi ces trusts de fondation récente, on peut signaler celui des tanneries, celui de l'industrie du papier, de la céramique et du ciment. Le trust du papier groupe de nombreuses fabriques qui ont atteint, en 1921, la moitié de leur chiffre de production d'avant-guerre. Le trust de la minoterie réunit 16 grandes industries situées le long des principales voies de communication et dont la production annuelle est d'environ de 20 millions de pouds ; le trust de la tannerie exploite plusieurs grandes fabriques des régions de Kiew, Czernihow, de Wolhynie et de Podolie. Enfin si l'industrie textile est encore très peu développée en Ukraine, par contre l'industrie métallurgique de la région d'Odessa a une tendance à s'organiser en trust.

En dehors de ces trusts il existe également des associations réunissant plusieurs entreprises industrielles, mais l'absence de banques privées en rend le développement très difficile, celui-ci étant subordonné d'ailleurs au retour de la production agricole normale.

En ce qui concerne les moyens de transport, bien que leur état se soit légèrement amélioré depuis deux ans, plus de 70 % des locomotives ont besoin d'être réparées. Le nombre total des wagons utilisés est passé de 800 à 2.000, mais cette augmentation demeure insignifiante en raison des besoins du pays.

La production de la houille a quelque peu augmenté, mais par suite de l'insuffisance de wagons, la possibilité d'approvisionner les centres éloignés demeure fallacieuse. Les charbonnages ukrainiens produisaient avant 1914, 1 milliard 600 millions de pouds par an. La comparaison de ce rendement avec les chiffres actuels ne permet pas de conclure que la situation soit en voie de s'améliorer dans un délai rapide.

On comprend dans ces conditions que les soviets de Moscovie et d'Ukraine se mettent à la recherche de traités économiques avec les Etats européens.

Maurice TOUSSAINT.

BULLETIN

(Agence Télégraphique de l'Est.)
« Ajencja Telegraficzna Wschodnia »
12, rue du Helder.

La commission mixte silésienne délibère.

Une première séance de la commission mixte pour la Haute-Silésie a eu lieu sous la présidence de M. Calonder, à Katowitz.

Les Allemands attaquent des ouvriers polonais venant en France.

Un groupe d'ouvriers polonais engagés pour les travaux dans les mines françaises, au nombre de 120, avec leurs femmes et leurs enfants, a quitté ces jours-ci Posen. A Berlin, au train qui les transportait, ont été accrochés quelques wagons avec des Allemands armés. A Stendhal, les Allemands armés ont subitement ouvert les portes des wagons où étaient placés les ouvriers polonais, les ont menacés de mort et ont malmené leurs femmes. Les Allemands ont ordonné aux ouvriers de se dévêtir et leur ont volé leurs vêtements, leur linge et leurs montres. Deux ouvriers polonais qui tentaient de se défendre ont été jetés par les fenêtres. Huit autres craignant d'être assassinés se sont enfuis en sautant par les fenêtres des wagons lorsque le train était déjà en mouvement. Le sort de ces ouvriers est inconnu. Les Allemands ont déclaré vouloir tuer les ouvriers polonais, les soupçonnant de se rendre en France pour s'enrôler dans l'armée française.

Les menées allemandes en Haute-Silésie.

Une bande de membres de l'Orgesch a franchi la frontière polonaise de Haute-Silésie et a attaqué la localité de Chorzow ; mais elle a été repoussée par la police polonaise aidée d'un détachement de soldats. D'autre part, on signale que des combats sont livrés presque journellement entre Ruda et Biskupice.

Le consul français entre en fonctions.

M. Mongendre, consul général de France en Haute-Silésie, vient d'annoncer que ses services fonctionnent à Katowitz.

Un évêché polonais en Haute Silésie.

Bien avant la prise de possession de la Haute-Silésie, le gouvernement polonais avait déjà commencé des démarches auprès du Vatican, au sujet de la création d'un évêché polonais en Haute-Silésie. Il y a tout lieu d'espérer qu'elles seront bientôt couronnées de succès.

La crise ministérielle.

Le maréchal de la Diète a communiqué à la Commission Centrale la lettre du chef de l'Etat désignant M. Arthur Sliwinski comme candidat au poste de premier ministre.

Après une longue discussion, la Commission Centrale s'est prononcée, par 226 voix contre 168, en faveur de la candidature de M. Sliwinski. Toute la gauche, le centre inclusivement, et le parti du Travail Constitutionnel ont voté pour.

La formation du ministère Sliwiński.

Le nouveau cabinet polonais est composé comme suit :

Présidence du conseil : M. Arthur Sliwinski ; intérieur : M. Antoine Kamienski ; affaires étrangères : M. Gabriel Narutowicz ; guerre : général Sosnkowski ; directeur temporaire des finances : M. Casimir Zaczek ; justice : M. Waclaw Makowski ; agriculture : M. Joseph Raczynski ; commerce : M. Stephan Ossowski ; chemins de fer ; M. Louis Zagorny Marynowski ; travaux publics : M. Ladislas Zieminski ; prévoyance sociale : M. Witold Chodzko.

Le ministère de l'enseignement ainsi que celui des postes et télégraphes ne sont pas encore attribués.

La Diète adopte le projet de loi électoral.

Dans sa séance plénière, la Diète a adopté, en deuxième lecture, le projet de loi électoral, aux termes duquel le nombre des députés est porté de 408 à 432 et celui des sénateurs de 102 à 108.

L'occupation de la Haute-Silésie par la Pologne.

Les troupes polonaises, sous le commandement du général Szeptycki, ont occupé la troisième zone de la Haute-Silésie attribuée à la Pologne. Elles ont été accueillies partout avec le plus grand enthousiasme par la population.

Les Allemands ont commencé l'évacuation de la quatrième zone.

Les Allemands s'étant livrés à des actes d'hostilité contre les détachements interalliés à Gliwice, le général Brantas a publié un ordre prescrivant la fermeture de tous les endroits publics à 20 h. 1/2. Toute circulation est interdite dans les rues à partir de 21 heures.

Conférence du Dr Lipińska

Les psychiâtres avaient déjà noté que les maladies de l'âme tout comme celles de l'organisme se traduisaient pendant le sommeil par des rêves que l'on pouvait classer en diverses catégories suivant le genre de maladies. L'on avait ainsi recueilli un certain nombre de correspondances constantes toutes précieuses pour le diagnostic et les pronostics des médecins.

La doctoresse Lipinska a eu l'heureuse idée de fonder sur ces observations toute une thérapeutique nouvelle. Dans une récente conférence, elle a bien voulu nous citer plusieurs cas où elle peut appliquer avec succès sa méthode. La doctoresse Lipinska ne se réclame pas d'hypothèses souvent blessantes pour nos pudeurs, sur l'action exclusive de la « libido » ; elle a seulement mis en lumière le rôle capital des rêves de notre vie psychologique et organique, s'attachant surtout au soulagement des malades.

Pour agir sur la nature de nos rêves, sur la durée et l'intensité de notre sommeil, elle combine les suggestions verbales positives et la diète ou même le jeûne. Le jeûne en particulier apporte une véritable purification de l'âme et de l'organisme et peut-être nos lectrices nous sauront-elles gré de leur indiquer comme le vrai secret de Jouvence : il efface les rides comme par magie, et, en même temps, il peuple nos nuits de songes souriants et tranquilles, jeux aériens d'un corps parfaitement sain et d'une âme légère. Il peut être sans inconvénient poussé jusqu'à quarante jours et au delà.

Les mêmes observations ont permis à la doctoresse Lipinska de commencer la rééducation de plusieurs aveugles et l'on conçoit tout l'intérêt qu'il pourrait y avoir à vulgariser ses bienfaisantes méthodes.

Sa conférence fut suivie d'un concert où se firent entendre quelques-uns de nos meilleurs artistes : MM. Huberte et Rambaud dont il serait vain de recommencer l'éloge, Mlle Jeanna Vauthier qui fut d'une virtuosité éblouissante dans l'air de Mireille, M. Bernheim qui se révéla compositeur ingénieux, et M. André Lévy qui joua avec une rare perfection deux pièces de Faure. Enfin le maître V. Gilles, qui se montra dans quelques pièces de Chopin, l'égal des plus grands virtuoses.

René DALBOR.

Appel du Comité "Klaudya Potocka"

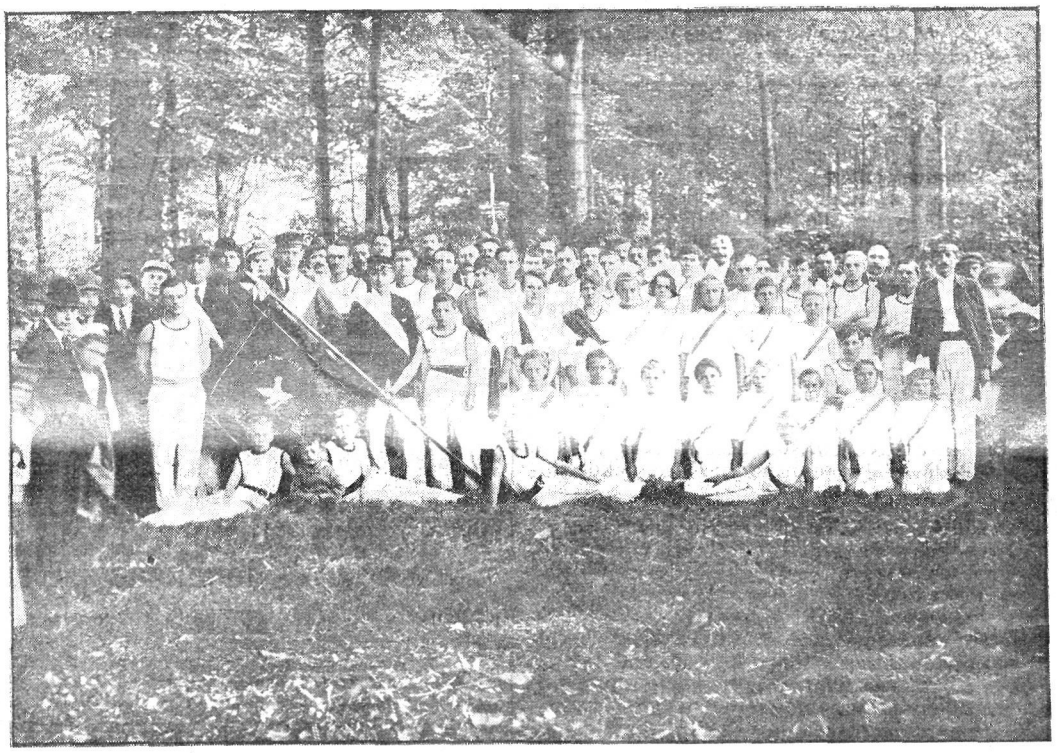
Le Comité « Klaudya Potocka » fait appel aux lecteurs de *Polonia* pour l'aider à servir les pensions aux vieillards infirmes et enfants malheureux dont il a soin. Les circonstances actuelles ne lui permettent pas de subvenir par ses propres moyens à tous ses engagements.

Les dons seront reçus avec reconnaissance à l'Administration de *Polonia*, 3 *bis*, rue La Bruyère, Paris (9e).

ACHAT & VENTE
de Gardes-Robes Neuves et d'Occasion
Linge-Chaussures-Valises-
- Bijoux et Objets d'Art -
SI VOUS VOULEZ VOUS HABILLER A BON MARCHÉ
allez
"AU PETIT TEMPLE"
26, rue Vercingétorix, métro Edgar-Quinet
ouvert les dimanches.
Location d'Habits, Redingotes, Smokings à prix très bas.

EMPRUNT POLONAIS 1920 BONS 4 %
87e tirage d'un million
du 24 juin 1922
Numéro gagnant : 4.775.295

B.D.I.C



Bruay (Pas-de-Calais)

Grupa Sokołów i Sokolic polskich

Groupe de gymnastes polonais

MEMENTO

Rozglądnijmy się.

Po przybyciu do obcego miejsca, zwłaszcza jeśli zjechało się na dłuższy pobyt, pierwsze myśli towarzyszą temu, cośmy pożegnali, pierwsze troski kręcą się wokół potrzeb dnia codziennego, pierwszymi towarzyszami są ci, co z nami przybyli. Dopiero po pewnym czasie budzi się interes dla nowego miejsca, nowych ludzi, nowych stosunków.

Tak się dzieje nietylko z jednostkami, co się z jednego miejsca przeniosły do innego, odległego, temu też prawu podlegają i całe grupy, podlega wychodźtwo z jednego kraju do drugiego, a więc i polskie wychodźtwo do Francji.

Dziś właśnie upływa rok, odkąd *Polonia* z pisma tygodniowego przemieniła się w pismo wychodzące dwa razy na tydzień. Ten rok poświęciła na utrzymywanie wychodźtwa w świadomości tego, co ono za sobą pozostawiło, temu «co się dzieje w kraju». Ten rok poświęciła pośredniczeniu, zaznajamianiu jednych grup wychodźczych z drugiemi, ogłaszaniu wymiany zdań i myśli między poszczególnemi grupami, tworzącemi ogół polskiego wychodźtwa robotniczego we Francji. Starała się w miarę skromnych środków, jakimi może rozporządzać, ułatwić nowym przybyszom na francuską ziemię bytowanie wśród obcych.

Zabierała głos, kiedy chodziło o szkoły polskie, a zabierała ten głos nie bez skutków, bo ilość polskich szkół we Francji rośnie. Urządziła dla wychodźtwa robotniczego porady prawne, ułatwiła mu tanie tłumaczenia i legaliznicje Nie ma dnia, żeby z kół wychodźtwa nie zgłaszano się do *Polonii* z taką lub inną sprawą i dziś każdy robotnik polski we Francji wie dobrze, że ma w nas przyjaciela, do którego, jak w dym, może o każdej porze zgłosić się, nie wiem w jakiej sprawie i potrzebie, a który to przyjaciel zrobi dlań, co tylko jest w jego mocy.

Ale teraz przyszedł czas na rozejrzenie się wokół siebie. Robotnik polski we Francji nie może pozostać wiecznie w ciasnem kółku wyniesionych z domu wspomnień, obracać się wyłącznie wśród swoich. W ten sposób i on sam wiecznie będzie się czuł obcym wśród Francuzów i dla nich pozostanie wiecznie cudzoziemcem, obcym pod każdym względem.

Czas rozglądnąć się wokół siebie, poznać bliżej kraj i ludność, zwyczaje, stosunki, a przedewszystkiem bogatą cywilizację Francji.

Przyniesie to wychodźtwu naszemu korzyść wieloraką, zarówno moralną jak i materjalną. Nie szukając daleko, przytoczymy tylko trzy przykłady. Górnik Polak znający język i stosunki francuskie, łatwiej osiągnie «wyższą klasę». Poznanie bliższe Francji, kraju przodującego pod wieloma względami na polu cywilizacji, wzbogaci umysł polskiego wychodźcy i po powrocie do kraju, uczyni zeń jednostkę o wiele pożyteczniejszą dla Polski, bo więcej wykształconą, wyrobioną życiowo. Wreszcie takie zaznajomienie się ze stosunkami i zwyczajami tutejszymi ułatwi na codzień pożycie z Francuzami i w niejednym przypadku uchroni naszych robotników od wydania zbyt pośpiesznego sądu, nieraz od doznania rozczarowania. Takich przykładów możnaby snuć o wiele więcej.

Z tego właśnie założenia wychodząc *Polonia*, nie uszczuplając w niczem swego dotychczasowego programu, w drugim roku swego istnienia, jako pismo dwa razy na tydzień wychodzące, postara się w szeregu odpowiednio wypracowanych artykułów, feljetonów, przekładów z literatury francuskiej, zapoznać nasze wychodźtwo z geografją, historją i cywilizacją francuską.

Sądzimy, iż nie ma nikogo, ktoby nam nie przyklasnął. Jest rzeczą naszego wychodźtwa, aby w coraz większem poparciu *Polonii*, a we własnym, dobrze zrozumianym interesie, skupiało się coraz liczniej wokół swego organu i w ten sposób przy wspólnej pracy osiągnęło największą możliwie korzyść z pobytu we Francji.

Na tem polu zdziałać możemy i musimy istotnie wiele, a do tego rozszerzonego programu przystępujemy pełni otuchy i wiary w inteligencję i dobrą wiarę naszego wychodźtwa polskiego, które potrafi odróżnić choćby tylko dwa razy na tydzień podawaną, ale przyjacielską i celową myśl twórczą od codziennej tandety, złożonej z bezdusznie i przypadkowo zlepionego chaosu bezmyślnie skleconych nowinek i wiadomostek, bezkrytycznie nagromadzonych pod hasłem «aby handel szedł».

K. MIR.

Po kongresie esperantystów

O kongresie tym, który odbył się niednwno w Warszawie, pisze warszawski *Robotnik*:

Trzydniowy kongres esperantystów polskich, który przed paru dniami zamknął swoje obrady, będzie miał duże znaczenie dla rozwoju esperanta w Polsce. O ile chodzi o ogólne wrażenie — kongres wbrew żywionym obawom, udał się znakomicie i doprowadził do zjednoczenia ruchu. Chodzi o to, że esperanto, który wywalcza sobie dopiero uznanie w całym świecie cywilizowanym, w Polsce napotyka na szczególne trudności. Okrzyczany został ten język pomocniczy przez nasze sfery nacjonalistyczne za wymysł «żydowsko-masoński», zwolennicy zaś jego są obrzucani drwinami i obelgami. Na tle esperanta rozwinęła się też wkrótce konkurencja i walka nacjonalistyczna. W całym szeregu towarzystw nastąpił rozłam, co fatalnie odbijało się na całości ruchu. Była chwila, że i sam kongres był zagrożony rozbiciem. Trudności te jednak zostały pomyślnie przezwyciężone.

I oto kongres miał przebieg harmonijny i doprowadził do zgody i jedności. W ten sposób usunięte zostały gorszące walki i niesnaski, które fatalnem echem odbijały się w całym świecie międzynarodowym esperanckim.

Następnie położono podwaliny pod dalszy rozwój esperanta przez stworzenie mocnej jednolitej organizacji. Licząc się z faktem istnienia w ruchu esperanckim różnych tendencyj narodowościowych, klasowych i t. d., kongres nie dążył do unifikacji. Związał on wszystkie stowarzyszenia w luźną federację, opartą na dobrowolnem porozumieniu.

Kongres był niespodziewanie liczny. Okazało się, że Polska posiada nietylko świetne tradycje w ruchu esperanckim, ale jeszcze teraz liczy wielu bardzo wybitnych esperantystów, którym brakło dotąd jedynie wspólnej organizacji.

Delegacja robotnicza występowała na kongresie jednolicie. Niepożądanem było dla nas ze względu na korzyści, jakie nam może okazać Federacja dla organizacji propagandy i szkolnictwa esperanckiego, oddzielać się od całości ruchu. Prócz tego jako neutralni, nie zaangażowani w sporach wewnętrznych, uważaliśmy za swój obowiązek przeciwstawiać się próbom rozbicia kongresu lub wniesienia na jego teren walk nacjonalistycznych. Na szczęście objawów takich na kongresie nie było.

Stanowisko naszej delegacji spotkało się z ogólnem uznaniem członków kongresu. Przemówienia naszych przedstawicieli były żywo oklaskiwane. Z wielkiem zadowoleniem członkowie kongresu stwierdzili, że szczególną życzliwość i zainteresowanie ruchem esperanckim wogóle, a kongresem w szczególności, okazało prasa socjalistyczna. Z pism warszawskich jedynie «Robotnik» umieszczał szczegółowe sprawozdanie z kongresu, podczas gdy inne pisma (wyjąwszy «Kurjer Polski» i «Gazetę Poniedziałkową», które dały krótkie wzmianki), albo milczały, albo jak «Gazeta Warszawska» obrzuciły kongres obelgami.

Porady Prawne

Chcąc przyjść z pomocą naszym rodakom, rozrzuconym po Francji, Polonia postarała się o stałego **Adwokata**, *którego celem jest udzielanie porad prawnych, zarówno jak prowadzenie wszelkich spraw, wymagających pomocy prawnej. We wszystkich sprawach takich, jak: Formowanie Towarzystw Akcyjnych, Sprawy: handlowe, cywilne, kryminalne, administracyjne, rozwodowe i* **ślubne**, *Sprzedaż Majątków, Opracowanie Statutów,* **Wypadki** *et c. zgłaszać się należy do Polonii, która każdą zgłoszoną sprawę przekaże swemu adwokatowi, względnie skieruje doń bezpośrednio zgłaszającego się. Dla niezamożnych porady bezpłatne Władze francuskie uznają* **Certificat de Coutume** *nieodzowny do* **zawarcia małżeństwa** *wystawiony przez* **naszego adwokata.** *Adwokat przyjmuje u siebie we wtorki i piątki od 2-4 popoł.*

Od Redakcji

Z powodu obfitości materjału tekst polski obecnego numeru rozpoczyna się na stronie 3-ciej.

Objęcie Górnego Śląska

Objęcie Huty Królewskiej.

(Korespondencja *Kurjera Porannego.*)

Katowice 26 czerwca 1922 r.

Dzisiaj, w piątek, przeżyliśmy jeden z najpiękniejszych momentów o wysokim napięciu patrjotycznym. Królewska Huta, potężna skarbami kominów górniczych i hut, została dziś objęta przez armję polską. Królewska Huta jest centrum życia przemysłowego; 45 tys górników i hutników złączyło się na to, by święto objęcia Królewskiej Huty uczynić świętem wyzwolenia robotnika polskiego z obcej przemocy. Dano temu wyraz przez zbudowanie wspaniałej, symbolicznej bramy tryumfalnej przy ul. Cesarskiej. W bramie tej wybudowanej na 3 piętra na samym szczycie stanął po jednej stronie górnik z latarką górniczą w dłoni, po drugiej stronie hutnik z młotem hutniczym. U stóp tej bramy odbyło się przyjęcie armji polskiej pod kierownictwem gen. Szeptyckiego i gen. Horoszkiewicza.

Pierwsze powitanie wkraczającej armji odbyło się na granicy miasta, gdzie wkraczające wojska powitał dr. Putyka, starosta powiatu. Następnie przemówił w imieniu miasta zastępca nieobecnego burmistrza Rholla, dr. Noll, który akcentował chęć współpracy Niemców z Polską, na podstawie pokojowej odbbudowy zniszczonej ostatniemi wypadkami ziemi górnośląskiej.

Imieniem rady miejskiej przemawiał Polak, radny Idzikowski. Wzruszające było następnie przemówienie starej kobiety z ludu Wolasiowej, która w imieniu niewiast śląskich złożyła gen. Szeptyckiemu chleb i sól. Potem odpowiadał gen. Horoszkiewicz, podkreślając znaczenie powrotu kolebki narodu polskiego, cennego klejnotu do swej macierzy.

Pochód ruszył przed ratusz, gdzie imieniem polskiej frakcji w radzie miejskiej przemawiał radny Grześ, potem chór śpiewaków odśpiewał uroczysty hymn Nowowiejskiego; wtedy udano się pod główną bramę tryumfalną, gdzie przemówił górnik Paluch, mówiąc o 2 fundamentach G. Śląska — hutnictwie i górnictwie polskiem. Hutnik Dukiel, przemawiający po nim, zawołał głośno do gen. Szeptyckiego: «Ukujemy Ci miecz stalowy i ulejemy tutaj kule, jeśli zajdzie tego potrzeba». W odpowiedzi gen. Szeptycki dziękując za serdeczne powitanie, podkreśli, że armja wkracza tutaj w celach pokojowych i stać będzie na straży pracy pokojowej.

Z pod bramy tryumfalnej udano się na plac miejski, gdzie proboszcz tutejszy ks. Leude odprawił uroczystą mszę. Przemówił bardzo pięknie i patrjotycznie dr. Barth, wielki działacz z okresu plebiscytowego. Po defiladzie wojsk górnictwo tutejsze gościło wszystkich oficerów w szybie Struga, gdy równocześnie dla żołnierzy urządzono przyjęcie w parku Redena. Była to wielka uroczystość patrjotyczna ponieważ brali udział także goście obcy, a miedzy in, pp. Pascala, sekretarz komisji zagranicznej, deputowany oraz publicysta katolicki hr. Celluti z «Giornale d'Italia». Pierwsze przemówienie wygłosił delegat papieski na Górny Śląsk ks. prałat Kapica, Odpowiadał mu włoski dziennikarz Vasallo b. serdecznie, mówiąc o przyjaźni polsko-włoskiej.

Następnie przemawiał redaktor Szczepański z Krakowa im. prasy polskiej, podkreślając wagę jednej armji, która dziś wkroczyła, i drugiej armji ludowo-robotniczej, która swą pracą przygotowała to zwycięstwo.

Następnie przemawiali inni mieszkańcy, którym odpowiadał gen. Szeptycki, podkreślając, że ludność z całą przyjaźnią odnosi się do armji. Bardzo głębokie przemówienie wygłosił wojewoda Rymer, podkreślając wielką rolę żywiołu robotniczego.

Po godz. 6 udał się gen. Szeptycki do parku Redena, by bawiące tam szeregi żołnierskie powitać. Powstańcy pochwycili generała w ramiona i obnosili go po ogrodzie z okrzykiem «Niech żyje armja polska!»

Podwójna gra i tchórzostwo Niemców.

Przewodniczący rady miejskiej w Katowicach, dr. Reichelt, wygłosił mowę podczas wkroczenia wojsk polskich do Katowic. Powszechną uwagę zwrócił fakt, iż niemieckie sprawozdanie tej mowy zupełnie się różniło od sprawozdań polskich. Mianowicie, w niemieckich sprawozdaniach umieszczono następujący ustęp: «Wkroczenie wojsk polskich do Katowic nie może u ludności niemieckiej wzbudzić żadnego uczucia radości, bo jest ona tylko wynikiem genewskiego gwałtu». Jak stwierdza «Katowitzer Ztg», dr. Reichelt ustęp ten dopisał do swej mowy i rozesłał do pism niemieckich. Znalazłszy się jednak w obliczu wojsk polskich i wodza Szeptyckiego, powiedział mowę bardzo lojalną i pokorną.

Koleje i poczty.

Ministerstwo poczt i telegrafów zawiadomiło okólnikiem podwładne urzędy, że z d. 19 czerwca r. b. cała administracja pocztowo-telegraficzna i telefoniczna na obszarze przyznanego nam Śląska przechodzi pod zarząd ministerstwa poczt i telegrafów. Jednocześnie zaprowadza się ogólny ruch telefoniczny między Katowicami a Warszawą. Opłaty należy obliczać według zasad ustanowionych w dzienniku urzędowym nr. 23 z dn. 6 czerwca § 63 str. 502. Rozporządzenie to wchodzi natychmiast w życie.

B. Powstańcy górnośląscy do Korfantego.

Zarząd Główny Związku b. Powstańców Górnośląskich Rzeczypospolitej Polskiej komunikuje o przesłaniu następujących depesz:

Do Korfantego — Katowice:

W imieniu Związku b. powtańców górnośląskich Rzplitej Polskiej przesyłamy Ci Wodzu w tej chwili radosnej wyrazy czci i hołdu. Jesteś dla nas wiecznym symbolem walki o wolność i wyzwolenie Górn. Śląska, a z piersi naszej wyrywa się okrzyk: Niech żyje Korfanty!

Wysłano również depesze do wojewody Rymera i do Związku b powstańców górnośląskich w Katowicach.

W sprawie tłumaczeń, legalizacyj i t. d.

Podaje się do wiadomości Sz. Rodaków, że dla zawarcia **małżeństwa**, uzyskania **rozwodu**, wpisu do szkół francuskich, **naturalizacji, zawierania kontraktów**, wydawania **pełnomocnictw** i t. p. aktów oficjalnych, należy podług prawa francuskiego przedstawiać tłumaczenia urzędowe, wykonane **jedynie** przez **tłumaczą przysięgłego francuskiego**, a nie przez inne organy, których tłumaczenia, zresztą bardzo drogie, są często odrzucane przez władze francuskie, jako błędne i **nieprawne**, co zmusza interesowanych do ponownego tłumaczenia przez tłumacza przysięgłego i naraża ich na dużą stratę czasu i pieniędzy.

Polonia podejmuje się nietylko wszelkich tłumaczeń urzędowych, wykonanych szybko i **po cenach bardzo umiarkowanych** przez **przysięgłego tłumacza przy Trybunale Paryskim**, ale i wszelkich kroków i formalności (legalizacji) u wszystkich władz francuskich w sprawach wyżej wymienionych.

Każde tłumaczenie na papierze stemplowym od arkusza ..... 27 fr.

Dla robotników po stwierdzeniu ich niezamożności..... 15 fr.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowemi 75 centimów na druk nowych opasek.

Do Rady Uniwersytetu Petersburskiego

Odezwa uczonych polskich

Traktat, zawarty w Rydze, zastrzegł w art. XI, iż Polsce zwrócone zostanie mienie kulturalne, które jej niegdyś zrabował rząd carskiej Rosji. Ohydę tego gwałtu, którym było wywiezienie z Polski skarbów jej kulturalnego mienia, a wśród nich zwłaszcza bibljoteki Załuskich, dobrze rozumiecie, Panowie; wszakże sami mówicie, iż tego faktu «w swoim czasie nie usprawiedliwiłby żaden bezstronny uczony», a chyba i to przyznacie, że i potem, i dziś, tego faktu żaden bezstronny uczony usprawiedliwić nie zdoła. Ogołocono cały omal kraj polski ze zbiorów, które były wytworem ducha naszej narodowej kultury, które powstały dzięki wieloletnim wysiłkom i trudom polskich miłośników historji i sztuki. A jednak, Panowie, w odezwie swej z 4 kwietnia 1921 roku, którą ogłosiliście w końcu grudnia 1921 roku, staracie się usprawiedliwić niezwrócenie obecnie tych naszych własności duchowych, zwłaszcza dawnej bibljoteki Załuskich, powołujecie się na wasze «niepisane prawo» do zatrzymania nadal tego, co niegdyś zrabował Polsce rząd carski, a nasze żądania zwrotu określacie jako «nieusprawiedliwioną i dotkliwą ranę, zadawaną godności narodowej nowej Rosji», jako «cios», który wzbudzi w narodzie rosyjskim «uczucie ciężkiej zniewagi».

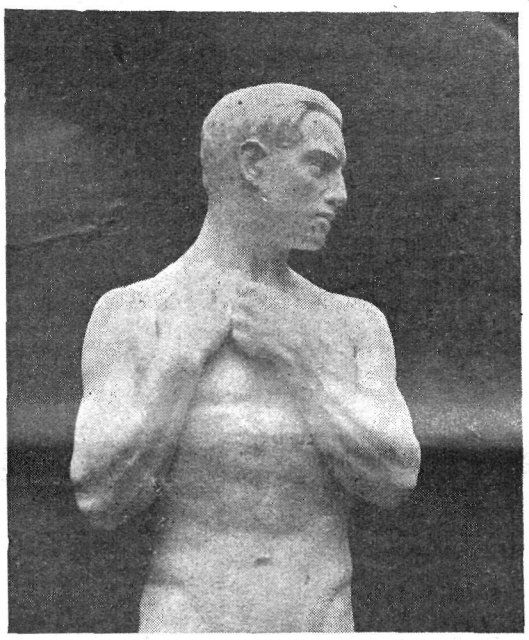
Więc zniewagą ma być, że my chcemy odebrać to, co nam brutalnie zrabowane zostało? Czy Szwecja za zniewagę uważała, gdy w XIX wieku zwróciła zgoła dobrowolnie Czachom rękopisy zabrane gwałtem jeszcze w XVII stule. Co więcej — czyż upływ czasu może zmienić etyczną kwalifikację tej zbrodni, popełnionej przed przeszło wiekiem na kulturze polskiej, może nadać komukolwiek moralne «niepisane prawo» do zatrzymania tego, co w taki sposób do jego rąk się dostało?

O jakże się mylicie, jeśli sądzicie, że nam choćby przez myśl przeszło, by Wam zniewagę wyrządzić, cios zadać, że żądamy zwrotu tych zabytków «z uczucia próżności» czy przez «zemstę narodową». My żądamy tylko zwrotu tego, co jest jedną z podstaw naszej narodowej kultury, co z trudu naszego ducha powstało. Chcemy tylko przywrócić narodowi jego prawe dziedzictwo, byśmy nie wyglądali, jako naród bez przeszłości, my, z tej przeszłości dumni, a przez wiek przeszło zmuszeni błądzić rozżalonemi oczyma tylko po tej pustce, jaką nam zostawiono, gdy ukochane skarby nasze nam zabrano. My chcemy pamiątki tej przeszłości zwrócić narodowi, by uprzystępnić je — ogółowi naszego społeczeństwa, oddać do naukowego użytku — uczonym całego świata, a polskim przedewszystkiem.

Protestując przeciw wydaniu nam naszej duchowej własności, powołujecie się, Panowie, na to, że te nasze zabytki weszły organicznie w skład waszych zbiorów, że w wielu wypadkach trzeba będzie jakoby «wyrywać z żywego ciała organicznie z niem zrośnięte części». Powołujecie się na to, iż w czasie, gdy te nasze zabytki w waszym znajdowały się kraju, właśnie stawiano sprawy bibljotek i zbiorów podręcznych «po raz pierwszy na szerokiej podstawie», stwarzano dla nich «podręczny aparat informacyjny», a wychowywano «żywy aparat kustoszów». Powołujecie się co do Bibljoteki publicznej, w której skład weszła nasza bibljoteka Załuskich, iż zbiory zostały w tym czasie «opisane, rozpoznane, skatalogowane», iż uczyniono je pod inicjałami waszej Bibljoteki «znanemi i drogiemi światu naukowemu». W ten jakoby sposób «otoczone oddawna miłością wielkiego koła nauki rosyjskiej», te zbiory miały się stać «z racji włożonego nakładu pracy dziedzictwem narodu, przechowującego je w ciągu przeszło stulecia».

Czyż rzeczywiście to, co mówicie, Panowie, tyczy się — poza nalepieniem nowych sygnatur — zbiorów polskich, a w szczególności Bibljoteki Załuskich, wchodzącej w skład Bibljoteki Publicznej?

Wszakże my, przeciwnie, wiemy, iż do dziś dnia jedynymi inwentarzami rękopisów Bibljoteki Załuskich, na których trzeba się opierać w pracy, są inwentarze jeszcze z XVIII wieku pochodzące, przed jej wywozem na polskiej ziemi przez Polaków sporządzone. Wiemy, że zbiory te czekały długie lata, nim je wyjęto z pak, w których je przywieziono, wiemy, że do dziś są wyodrębnione jako osobny — jak to Panowie nazywacie — «fond». Wymieniacie, Panowie, uczonych różnych narodowości, którzy opisywali rękopisy Bibljoteki Publicznej, i to prawie tylko



LUCYFER
Mikołaja Sokolnickiego.
Lucifer de N. Sokolnicki.
Salon des Artistes Français 1922.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Latarnia.

We Lwowie powstała instytucja p. n. «Latarnia», na wzór założonych poprzednio w innych krajach takichże towarzystw.

Ucywilizowane społeczeństwa od dawna pracują nad ulżeniem niedoli ociemniałych rodaków. Od 16-tu lat poświęca się tej pracy Miss Winifred Holt w Ameryce, tworząc ogniska pod nazwą «Phare» (Latarnia), których celem jest zapobieganie zupełnej ślepocie i stała dla ociemniałych pomoc. Już dwanaście lat temu została otwarta w New-Yorku przez prezydenta Stanów Zjednoczonych pierwsza z tych instytucyj, a dziś posiada oprócz siedziby głównej, prowincjonalne oddziały.

W roku 1916 przez prezydenta Rzeczypospolitej Francuskiej został otwarty instytut «Phare» w Paryżu, z którego wyłoniły się cztery prowincjonalne placówki. W r. 1920 powstał «Phare» w Rzymie. Wszystkie te instytucje i ogniska pochodzą duchowo od amerykańskiego pierwowzoru i zachowują z nim serdeczne stosunki.

«Latarnia» polska powstała w grudniu 1921 r. z inicjatywy Miss Winifred Holt, która przybyła do Polski w celu zbadania stanu ociemniałych na powojennym terenie.

«Latarnia» polska ogranicza się na razie do rejestracji ociemniałych, niesienia pomocy tym ofiarom wojny przez reedukację, pomoc materjalną, udzielanie informacyj i wskazówek.

Na stworzenie tej placówki potrzeba środków ogromnych, tysięcy i miljonów, o które zwraca się «Latarnia» do całego społeczeństwa. Niech płyną zapisy i dary dla ociemniałych żołnierzy! «Latarnia» będzie organem wdzięczności rodaków dla tych, którzy najwyższy skarb człowieka i radość życia poświęcili dla umiłowanej ojczyzny.

Protektorat nad «Latarnią» objął łaskawie Naczelnik Państwa.

Projekt ustawy o doraźnej pomocy dla bezrobotnych.

Ministerstwo Pracy i Opieki społecznej złożyło Radzie ministrów projekt nowej ustawy o doraźnej pomocy dla bezrobotnych.

Nowa ustawa, mająca zastąpić dawną (z dnia 4. listopada 1919 roku), przyznaje tę pomoc tylko tym bezrobotnym, którzy byli zatrudnieni w zakładach (bądź prywatnych, bądź miejskich i państwowych), które zatrudniają powyżej 5 robotników. Otrzymywać doraźną pomoc mają tylko ci bezrobotni, którzy utracili pracę na skutek choroby, inwalidztwa lub strejku, po roku zaś tylko ci, którzy nie posiadają osobistego majątku, lub innych bądź stałych, bądź niestałych dochodów.

Zapomogi przyznawane są z t. zw. funduszu doraźnej pomocy dla bezrobotnych. Według projektu fundusz ten powstaje z trzech równych części: Składek robotników w wysokości 1 proc. zarobków; takich samych kwot wpłacanych przez pracodawców i części wpłacanej przez skarb państwa.

Wysokość zapomóg wynosi dziennie (w miejscowościach I. kategorji drożyźnianej) dla robotnika samotnego 980 mk., dla głowy rodziny 240 mk, dla niepracującej żony 120 mk, dla każdego nieletniego dziecka 70 mk. Razem nie więcej, niż 500 mk. dziennie.

Druk banknotów wstrzymany.

Druk banknotów polskich został od kilku tygodni całkowicie przerwany.

Państwowe zakłady graficzne zajęte są obecnie wyłącznie drukiem banderoli, marek stemplowych i innych papierów przynoszących skarbowi znaczne korzyści.

Nareszcie więc prasa drukarska przestała być już źródłem naszych «dochodów« państwowych.

Katastrofa lotnicza w Krakowie.

W dniu 20 b. m. przy wypadku samolotowym zginęło 2-ch pilotów wojskowych: Stefan Wojtczak i Józef Skowera.

Przedstawiciele międzynarodowego biura pracy w Warszawie.

W dniach 14-17 b. m. przebywali w Warszawie dwaj wybitni przedstawiciele Międzymarodowego biura pracy przy Lidze Narodów: prof. Royal Meeker, dyrektor departamentu naukowego tej instytucji, dawniej profesor uniwersytetu w Princeton w Stanach Zjednoczonych i prof. Pribram, szef sekcji statystycznej Międzynarodowego biura pracy, dawniej professor uniwersytetu wiedeńskiego. Pp. Royal Meeker i Pribram pragnęli zapoznać się z organizacją i działalnością urzędów i instytucji polskich, zajmujących się sprawami polityki społecznej oraz związanemi z tą dziedziną sprawami statystyki pracy. Ministerjum pracy i opieki społecznej urządziło dla pp. Royal Meekera i Primbrama szereg konferencji, delegując do zorganizowania ich i udzielania gościom wyjaśnień p. Skokowskiego; przedmiotami konferencji były sprawy: inspekcji pracy, ubezpieczeń społecznych, pośrednictwa pracy, emigracji, reemigracji i repatrjacji, statystyki pracy oraz sprawa mieszkaniowa; oprócz tego przedstawiciele Miedzynarodowego biura pracy zwiedzili kasę chorych m. Warszawy. urząd pośrednictwa pracy, jedno ze schronisk dla repatrjantów i kolonję domów dla urzędników na Żoliborzu.

W dn. 17 b. m. odbyło się w hotelu Europejskim dla uczezenia gości śniadanie, w którem wzięli udział: minister zdrowła publicznego Chodźko, wice-minister pracy i opieki społecznej Simon i przedstawiciele najważniejszych urzędów zainteresowanych. Wiceminister Simon w przemówieniu, zwróconem do gości, wyraził życzenie, aby wybitni przedstawiciele instytucji międzynarodowych zapoznawali się jak najczęściej bezpośrednio z rzeczywistym stanem Polski; prof. Royal Meeker w odpowiedzi oświadczył że, jak się przekonał. Polskę częstokroć błędnie oceniają zagranicą i że on obecnie, zapoznawszy się z pracą Polski nad odbudową i podniesieniem swego państwa, będzie się starał rozpowszechniać właściwą i życzliwą dla Polski opinję.

Z Warszawy przedstawiciele Międzynarodowego biura pracy udali się jeszcze na krótszy pobyt do Krakowa.

Proces Fedaka.

Proces Fedaka odbędzie się we wrześniu r. b.

Kobieta szpieg przed sądem.

W sądzie okręgowym w Lesznie toczyły się rozprawy przeciwko Łucji Myszkierównie, oskarżonej o szpiegostwo na rzecz Niemiec. Rozprawa odbyła się przy drzwiach zamkniętych. Myszkierówna została skazana na 6 lat ciężkiego więzienia, a Herman Walter, dorożkarz, który pomagał jej w przewożeniu listów na 3 miesiące więzienia.

---

takich, którzy polskich zbiorów nigdy nie tykali; dziwny wypadek, iż zapomnieliście wymienić wśród nich polskich uczonych. A jeśli o te polskie zbiory chodzi, o Bibijotekę Załuskich specjalnie, to wszakże omal wyłącznie Polacy to byli, którzy zajmowali się ich opisywaniem, badaniem, katalogowaniem; obok kilku Niemców (np. Arndt, Dudik, Caro, Carge) byli to Polacy: Romuald Hube, Łukasz Gołębiowski, Wacław Aleksander Maciejowski, Ignacy Daniłowicz, Jan Szlachtowski, Wiktor Kalinowski, August Bielowski, Antoni Moszyński, Antoni Białecki, Adolf Pawiński, Stanisław Ptaszycki, Antoni Prochaska, Antoni Kalina, Tadeusz Korzon, Teodor Wierzbowski, Aleksander Brückner, Alfred Blumenstock-Halban, Aleksander Kraushar, Jan Łoś, Kazimierz Morawski, Bolesław Ulanowski, Józef Korzeniowski, Ludwik Finkel, Adam Chmiel, Stanisław Tomkowicz, Merczyng, Ludwik Birkenmajer, Feliks Kopera, Stanisław Kutrzeba, Stanisław Turowski, Władysław Semkowicz, Halina Hofmanówna, Janina Kozłowska i inni. Opisy tych części zbiorów zawdzięcza się też Polakom — Blumenstockowi - Halbanowi, Brücknerowi, a zwłaszcza Józefowi Korzeniowskiemu, który po długiej pracy w Petersburgu ogłosił w Krakowie, w wydawnictwach Polskiej Akademji, najobszerniejszy katalog rękopisów, z Polski zabranych. Gdzież ta praca rosyjskich uczonych nad polskiemi zabytkami? Czy za nią uważać należy niefortunny, wprost fatalny podział rękopisów na kilka działów, pozbawiony jakiejkolwiek naukowej podstawy, czy naukowo zupełnie niedostateczny, wprost lichy katalog jednej cząstki druków? Gdzież rosyjskie wydawnictwa na tych źródłach oparte, których za to długi szereg możnaby tu wyliczyć z polskich jedynie wydawnictw — od Hubego i Bielowskiego zaczynając, a kończąc na Prohasce, Ulanowskim, Kutrzebie i Semkowiczu?

I Panowie chcecie, byśmy, jak dotąd, do polskich zabytków, z Polski wywiezionych przez gwałt, będących wytworem polskiego ducha, przez Polaków prawie wyłącznie opracowanych, dalej jeździli nad Newę? Byśmy musieli prosić o dostęp do aktów, które są naszą prawną i duchową własnością. A wszakże ten dostęp był nieraz trudny, bardzo trudny.

I niechże się Panowie nie boją, że te zbiory po zwróceniu ich Polsce staną się przez to dla nauki mniej dostępne, że może w drodze zaginą, że przewiezienie wtrąci je «w martwy chaos», «zamknie na długo drogi ruchu naukowego». My je uprzystępnimy nauce bez zwłoki, boć gorącem naszem pragnieniem jest przecie móc je raz wreszcie w pełni, swobodnie opracowywać, a wiemy zbyt dobrze, co to znaczy utrudnianie dostępu do warsztatów pracy, czegośmy doznawali od rządzących nami obcych nawet we własnym kraju, w Warszawie. A jeśli o to chodzi, by przy przywozie te cenne zabytki nie uległy zatracie lub zniszczeniu, o co taką wyrażacie troskę, to przyjmijcie zapewnienie, że je przewozić będziemy z innym pietyzmem, niż je przewożono z Polski do Rosji, po rozbiorach, kiedy księgi tysiącami gubiono po drodze, bo je przewozić będziemy nie jako zwycięscy łup, lecz jako dzieci szczątki pracy i myśli swoich dziadów i pradziadów

Wyraziliście Panowie życzenie, by Polska przy wykonywaniu art. XI traktatu ryskiego zachowała «wszelką miarę dostojności i troskliwości ze względu na znaczenie tego mienia dla kultury światowej i na godność narodu, do którego mienia kulturalnego będzie stosowany wymieniony artykuł». Niechybnie o tem nie zapomnimy — ale nie możemy też zapomnieć, że tym narodem, do którego mienia kulturalnego należą nasze zabytki, o które chodzi, to — naród polski.

Pragniemy szczerze, by stosunki naszych narodów ukształtowały się jaknajprzyjaźniej; nauka i jej słudzy spełnić mogą i powinni zadanie pierwszych łączników między odnowionymi narodami. Ale, by to stać się mogło, trzeba w społeczeństwie ugruntować wiarę, że będzie inaczej, niż — było. Zwrócenie Polsce — bez prób obejścia naszego formalnego i moralnego prawa — kulturalnego mienia, którego powrót z entuzjazmem wprost cały naród powita, miałoby napewpod tym względem ogromne znaczenie.

Kraków, 3 maja 1922 r.

Polska Akademja Umiejętności
K. Morawski. S. Wróblewski.

Towarzystwo Naukowe Warszawskie
J. K. Kochanowski. K. Stołychwo.

Towarzystwo Naukowe we Lwowie
O. Balzer. P. Dąbkowski.

Poznańskie Towarzystwo Przyjaciół Nauk
H. Święcicki. A. Żółtowski.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych uskutecznia po najlepszym kursie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny : Bankvarab 36, rue de Châteaudun, Paris (9e) Telefon : Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 250 miljonów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA : WARSZAWA, UL. TRAUGUTTA 8

Oddziały w Polsce : Baranowicze, Biała podlaska, Białystok, Brześć nad Bugiem, Chełm, Drohobycz, Dubno, Garwolin, Grajewo, Grodno, Końskie, Korzec, Kowel, Krzemieniec, Lida, Lubartów, Lwów, Łomża, Łódź, Łuck, Łuków, Łunniec, Międzyrzec, Nałęczów, Ojców, Olkusz, Piask, Pułtusk, Radzyń, Równe, Sarny, Siedlce, Skarzysko, Stanin, Sokołów, Stanisławów, Suwałki, Węgrów, Wilno, Włodzimierz Wołyński, Wołkowysk, Zamość, Zdołbunów oraz 4 oddz. miejsk. w Warszawie. Filje w Brukseli i Antwerpji (Belgja) i Roterdamie (Holandja).

Kasy wypłat : Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sandomierz, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz.

PIERWSZY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* **przesyła pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia.** We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 5—7 dniach.

BANK oprocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich.

Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować : *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9e).*

Co się dzieje we Francji

Obrona narodowa.

Izba deputowanych przyjęła drugi artykuł ustawy o powszechnym obowiązku służby wojskowej. Czas służby wojskowej określony został na 18 miesięcy.

Ku oczyszczeniu życia politycznego we Francji.

Francuskie ustawodawstwo nie uważało dotychczas za zbrodnię pobieranie pieniędzy od obcego Rządu. Stan ten prawny zostanie obecnie uregulowany w drodze ustawy przedłożenej parlamentowi. Projekt ten postanawia, iż wszelka polityczna korupcja przez obce mocarstwo w czasie wojny podlega karze. Ustawa ta odnosi się do dziennikarzy i do mówców na publicznych zgromadzeniach. Każda polityczna agitacja, która pozostaje pod wpływem obcego mocarstwa albo też udział w takiej agitacji podlega karze aresztu w twierdzy i konfiskacie dóbr. Projekt ten pozostaje w związku z gwałtowną agitacją, którą prowadzi się we Francji w sprzeczności z interesami państwa, a mianowicie. za zniżeniem odszkodowań i ewakuacją Nadrenji.

Przemycanie broni do Francji dla celów bolszewickich.

W Lille wykryto wielką organizację, która trudniła się szmuglowaniem broni różnego rodzaju, a to karabinów, rewolwerów i amunicji z Niemiec. Broń tę składano w okolicach Lille, a stamtąd przewożono do Paryża. Broń ta była upakowana w skrzyniach, które nosiły napis: «Części składowe maszyn rolniczych». Dotychczas wykryto 20 tys kg. tej kontrabandy. Policja wszczęła dochodzenia w celu odkrycia zarówno miejsca wysyłki jak i odbiorców i przy tej sposobności wpadła na trop wielkiej organizacji bolszewickiej, dla której prawdopodobnie broń ta była przemycana.

Przesilenie w przemyśle metalurgicznym lotaryńskim.

Towarzystwo metalurgiczne Knutange zamknęło rachunki za rok 1921 ze stratą 39 miljonów frank. Powodu tych strat należy szukać w niskim kursie marki niemieckiej, który pozwolił Niemcom dostarczać wyrobów metalowych do Francji taniej od wyrobów francuskich.

ZE ŚWIATA

Bójka w parlamencie czeskim.

W związku z projektem ustawy rządowej w sprawie kolei Uście-Dieplice doszło w parlamencie czeskim do bardzo burzliwych scen, które zakończyły się najzwyklejszą bijatyką.

Na początku posiedzenia domagali się posłowie niemieccy określenia czasu przemówień na jedną godzinę. Czas ten jednak został ustalony na pół godziny. Gdy potem poseł niemiecko-narodowy Jung wszedł na trybunę i przekroczył ten czas w swojem przemówieniu, został wezwany do opuszczenia trybuny. Prezes wezwał go wreszcie raz jeszcze do zakończenia przemówienia, przerwał posiedzenie, gdyż miała być zwołana konferencja przedstawicieli poszczególnych klubów. Po ponownem podjęciu posiedzenia prezydent wykluczył Junga na 5 posiedzeń z obrad i wezwał do opuszczenia sali. Jung jednak pozostał na trybunie, a gdy jeden z posłów czeskich, któremu było powierzone utrzymanie porządku na sali, zbliżył się do niego, niemieccy posłowie otoczyli go. Rozpoczęła się formalna bijatyka. Z ław ministerjalnych zaczęły padać krzesła na salę. Przywódca niemieckich posłów narodowych Ladmann został podniesiony w górę i przerzucony ponad stół stenografów na drugą stronę, gdzie upadł na ziemię bez przytomności i musiał być wyniesiony z sali. W końcu straż parlamentarna utworzyła szpaler, otoczyła trybunę prezydenta i odgrodziła ją kordonem od sali. Dopiero w ten sposób udało jej się przywrócić porządek.

Zły stan finansów Watykanu.

Korespondent « Timesa » w Rzymie donosi: Smutny stan finansów Watykanu przestał już być tajemnicą. Zmarły Papież Benedykt bardzo hojnie rozdawał różne datki dobroczynne ze skarbca Watykanu. I tak wydał on na pomoc głodujących w Rosji i na pomoc dla Austrji 40 miljonów lirów. Nowy Papież dokłada obecnie starań, aby zreorganizować nadszarpane finanse i polecił jaknajwiększą oszczędność. W tym celu ma być utworzony komitet z 4-ch kardynałów.

Nikły wynik rekwizycji w kościołach.

Z Charkowa donoszą:

Według sprawozdania komisji dla rekwizycji dóbr kościelnych w Rosji zebrano na całym terenie Sowieckiej Ukrainy do 8-go czerwca w drogocennych kamieniach i metalach: srebra 337 pudów, złota 3 pudy 17 funtów, brylantów 1.393 karaty, pereł 13 funtów, rubinów, szmaragdów, szafirów, i innych drogich kamieni około 1.000 karatów. Pozatem 21 mitr z perłami i djamentami.

Konferencja w Hadze.

Konferencja w Hadze skompletowała się z początkiem bieżącego tygodnia przez przybycie delegacji sowieckiej, złożonej z Litwinowa, Sokolnikowa i Krestinskiego oraz tuzina sekretarzy. Hasłem delegacji sowieckiej jest: « dajcie pieniędzy! bo inaczej nie gadamy z wami ». Na co inni przedstawiciele odpowiadają: zanim damy pieniędzy, chcielibyśmy wiedzieć, jak myślicie urządzić ekonomiczne podniesienie Rosji. Delegaci sowieccy chwycili się obecnie zupełnie innej taktyki, niż na konferencji genueńskiej. O ile dawniej rząd sowiecki głosił całemu światu, że Rosja zginie z głodu, o ile jej Europa nie przyjdzie z pomocą, o tyle teraz sowieccy delegaci przedstawiają Rosję jako kraj nieomal mlekiem i miodem płynący, w którym niczego nie brak, który w najbliższej przyszłości będzie mógł wywozić zboże i inne produkty. Jest to szantaż zrujnowanego panka, przyjmującego gościa ostatnią butelką szampana, w nadziei, iż go się uda omamić, że interesa dobrze stoją i jeżeli przyjmie pożyczkę, to tylko żeby... przykrości nie zrobić. Wielkie pytanie, czy Europa da się wziąć na tak jaskrawy humbug sowieckich delegatów.

Po zabójstwie Rathenaua.

Pogrzeb zamordowanego przez monarchistów ministra odbył się w Berlinie z wielką pompą. Dokonano po całych Niemczech licznych aresztowań, zwłaszcza wśród wojskowych, podejrzanych o udział w zamachu. Między innymi miano uwięzić w Bawarji osławionego Eschericha (założyciela Orgeschu), ale ta ostatnia wiadomość się nie sprawdziła. W Erfurcie i Darmsztadzie tłum manifestował przeciw nacjonalistom. Przyszło do rozruchów z policją.

Policji niemieckiej udało się odnaleźć nazwiska zabójców Rathenaua. Są to: berlińczyk Ernst Werner Techow, saksończyk Fischer zwany inaczej Vogel, oraz meklemburczyk Knauer, zwany Kern. Techowa aresztowano we Frankfurcie.

Nowy książę Monaco.

Zmarł w Paryżu Albert, książę państewka Monaco, który wsławił się jako uczony pracami oceanograficznemi. Następcą jego będzie syn Ludwik, który służył jako pułkownik we francuskiej Legji Cudzoziemskiej i ostatnio należał do sztabu gen. Le Ronda na G. Śląsku.

Wojna domowa w Irlandji.

W Dublinie wojska republiki irladzkiej rozpoczęły bitwę z powstańcami irlandzkimi. Z armat ostrzeliwują pałac Sprawiedliwości, gdzie powstańcy założyli swoją kwaterę.

Mienie polskie w Gdańsku.

Rada Ambasadorów zatwierdziła przyznanie Polsce rezerwoarów Marinekohlenlager. Rada potwierdziła również decyzję, powziętą przez komisję w spawie rozgraniczenia stoczni i warsztatów kolejowych oraz polskiego obozu emigracyjnego na Munitionshoff. Decyzje te zostały zakomunikowane pismem komisji z dnia 11 marca r. b.

Przyjezdnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacyj we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych i konsularnych. Można zgłaszać się codziennie między godziną 5 a 6 po południu.

B.D.I.C

Sprawy ekonomiczne polskie

Znaczenie traktatn handlowego z Włochami.

Traktat handlowy polsko-włoski, zawarty 12 maja r. b. w Genui, ujmując stosunki handlowe polsko-włoskie w ramy prawne, nie posiada dla Polski na razie zbyt wielkiego znaczenia. Z punktu widzenia zaleceń gospodarczych konferencji genueńskiej zawarcie traktatu handlowego, opartego na klauzuli największego uprzywilejowania oraz ułatwiającego wymianę towarową, należy jednak uważać za bardzo pożądane.

Na specjalną uwagę zasługują postanowienia, dotyczące emigracji z Polski przez Tryjest do Południowej Ameryki i dorzecza Morza Śródziemnego. Emigranci polscy narówni z włoskimi będą korzystać z opieki rządu włoskiego, zaś na okrętach wszelkich informacji będą udzielali specjalni tłumacze. Postanowienia te niechętnie są widziane przoz Niemców, którzy wszelkimi sposobami usilują skierować polski ruch emigracyjny i reemigracyjny przez porty niemieckie.

Zawarcie traktatu handlowego z Włochami posiada dla nas znaczenie innego rodzaju, a mianowicie jest zaprzeczeniem zgoła fałszywej opinji, jaka utarła się zagranicą, o całkowitej zależności gospodarczej Polski od Francji, zależności, która nie pozwala Polsce zawierać traktatów z innemi państwami. Państwem, które wskutek zależności gospodarczej, wynikającej z traktatu, zostało skrępowane w ruchach, jest np. Estonja. Zawarcie traktatu handlowego polsko włoskiego, opartego na klauzuli największego uprzywilejowania, świadczy o tem, iż Polska, nie będąc skrępowaną żadnemi klauzulami traktatu z Francją, posiada zupełną swobodę na forum międzynarodowem w dziedzinie polityki gospodarczej

Traktat handlowy z Włochami może mieć większe znaczenie w przyszłości. Włochy będą miały dla nas znaczenie, jako odbiorca naszego węgla.

Wiadomości Telegraficzne

« Agence » Telegraphique de l'Est « Ajencja Telegraficzna Wschodnia» 12, rue du Helder

● O djecezję na Górn. Śląsku.

Rząd polski poczynił starania u Stolicy Apostolskiej celem utworzenia biskupstwa polskiego na Śląsku, podlegającego, jak wiadomo dotąd biskupowi wrocławskiemu.

● Przesilenie.

Komisja Główna oświadczyła się 226 głosami przeciw 188 za kandydaturą p. Śliwińskiego. Głosowały za: lewica, centrum, klub Pracy Konstytucyjnej. Spodziewają się, że w nowym gabinecie pozostaną dawni ministrowie, z wyjątkiem: Sprawiadliwości, Rolnictwa, Poczt i Oświaty.

● Napady niemieckie.

Banda Niemców przekroczyła granicę i napadła na polską wieś Chorzów na G. Śląsku. Policja polska i oddział wojska odparły napastników.

● Konsul francuski w Katowicach.

Konsul franc. w Katowicach, p. Mongendre, rozpoczął urzędowanie.

● Prawo wyborcze.

Sejm przyjął w drugiem czytaniu projekt prawa wyborczego. Liczbę posłów sejmowych podwyższono z 409 do 433, a senatorów ze 102 do 108.

● W Gliwicach.

Z powodu ataków niemieckich na oddziały międzysojusznicze w Gliwicach, gen. Brantas rozporządził zamykanie lokali publicznych o godzinie 8 i pół wiecz. Po godz. 9 nie wolno się pokazywać na ulicach.

● Studenci polscy we Francji.

20 studentów politechniki warszawskiej przybędzie do Francji na 6 miesięcy i będzie pracowało w fabrykach samochodów, samolotów i lokomotyw.

POLSKA ARTYSTYCZNA KALENDARZ INFORMATOR

MUZYCZNY, LITERACKI, SZTUK PLASTYCZNYCH, TEATRALNY I KINEMATOGRAFICZNY

na 1923—24 rok

pod redakcją **Mieczysława Skolimowskiego.**

„POLSKA ARTYSTYCZNA"

dzięki bogactwu informacyj w dziedzinie muzyki, teatru i sztuki, stanie się niezbędnym podręcznikiem dla całej Polski artystycznej: dla **melomanów. amatorów, bywalców teatralnych, wielbicieli sztuki, adeptów, uczni** i t. d., a więc i reklama w kalendarzu tym wielkie i niezawodne korzyści dla ogłaszającego się przynieść musi.

Warunki ogłoszeń:

	cała strona	1/2	1/4	1/8
1. w tekście kolorowe lub białe	Mkp. 80.000	60.000	40.000	25.000
2. przed tekstem	„ 60.000	40.000	25.000	15.000
2. za tekstem	„ 40.000	25.000	15.000	10.000
4. nad kalendarium (rozmiar 1/8 strony)			Mkp.	30.000
5. na okładce tytułowej na ostatniej zewnętrznej stronie			„	150.000
6. na okładce tytułowej na pierwszej wewnętrznej stronie			„	120.000
7. na okładce tytułowej na tylnej wewnętrznej stronie			„	100.000

długość strony 16 cm., szerokość 11 cm.

Zgłoszenia przesłać firmie wydawniczej

LEON IDZIKOWSKI, Warszawa, Marszałkowska nr. 119.

● Posłowie ukraińscy szpiegami.

Rząd polski zaprotestował u rządu ukraińskiego w sprawie członków poselstwa ukraińskiego w Warszawie, uprawiających systematycznie szpiegostwo.

87 Ciągnienie Miljonówki z dnia 24 czerwca

Z koła wyszedł numer

4.775.295

OSTATNIE WIADOMOŚCI

Nowy gabinet polski przedstawia się następująco: premjer: Artur Śliwiński — Sprawy Wewn.: Antoni Kamieński — Sprawy Zagr.: Gabrjel Narutowicz — Wojna: Sosnkowski — Skarb (prowizorycznie): Kazimierz Zaczek — Sprawiedliwość: Wacław Makowski (adwokat) — Rolnictwo: Józef Raczyński — Handel: Stefan Ossowski — Koleje: Zagórny - Marynowski — Roboty publiczne: Władysław Ziemiński — Opieka Społeczna: Witold Chodźko — Teki Oświaty i Poczt na razie nie obsadzone.

KRONIKA

◇ Jeszcze w sprawie udziału Polaków (uczestników Wielkiej Wojny) na kongresie w Strasburgu.

Otrzymujemy od mecenasa M. Kossowskiego następujący list z prośbą o umieszczenie.

Szanowny Panie Redaktorze.

Przeczytałem w nr. 25 *Polonii* z d 17 czerwca b. r. wyjaśnienie Konsulatu Polskiego w Strasburgu, w sprawie udziału Polaków (uczestników Wielkiej Wojny) na kongresie w Strasburgu. Wyjaśnienie to nie może bynajmniej zadowolnić byłych uczestników Wielkiej Wojny, owszem przeciwnie, zdaniem mojem, wywoła tylko wśród nich i w opinji publicznej rozgoryczenie.

Bo i cóż pomyśleć sobie o tych instytucjach, które polecają Konsulatowi Polskiemu reprezentowanie Polaków «w ostatniej chwili»? Odpowiedź może być tylko taka, że władze nasze i wogóle czynniki, do tego powołane, nie zdawały sobie zupełnie sprawy z doniosłości kongresu. Nic dziwnego, że wobec tego rola naszego Konsula była nader trudna; musimy mu więc na tem miejscu podziękować przynajmniej za wyjaśnienie, nadesłane do *Polonii*.

Niedbalstwo prasy francuskiej, która przygotowała sprawozdanie z kongresu, przed jego odbyciem, jest tem więcej naganne, że taka *La Voix du Combattant* z dn. 28 maja, a więc w 10 dni po kongresie, nie podała nazwisk polskiej delegacji. Mało tego, bo tożsamo pismo z dnia 4 czerwca nr 149 (którego egzemplarz przesyłam razem z listem) zamieściło wielki artykuł p. t. « Les Combattants Alliés au Congrès de Strasbourg », gdzie wymienia po nazwisku wszystkie delegacje, a o polskiej nie wspomina wcale.

Nigdzie też nie znalazłem wzmianki o depeszy ministra Sosnkowskiego.

Takie rzeczy, jak udział Polaków w kongresach najwięcej mówią masom francuskim o nas, a jeżeli inteligencja francuska wie niecoś o Polsce, to masy szerokie wiedzą bardzo mało i dlatego trudno od nich wymagać, aby nas uważały za Aljantów. Dlategoto jeszcze raz podkreślam potrzebę utworzenia owego komitetu, o którym wspomniałem w mym poprzednim liście.

Racz przyjąć Szanowny Redaktorze etc.

Michał Kossowski.

◇ Udany wieczór w « Quartier Latin ».

Ruchliwe T-two « Amis de la Pologne », którego duszą jest pani Rosa Bailly, urządziło dnia 23 czerwca wieczornicę w sali « Associations Générales des Etudiants » Przewodniczył gen. Weygand, który w krótkiej i pięknej przemowie podkreślił wspólnotę interesów i sympatyj, jakie Francję i Polskę łączą. « Dwa nasze kraje, mówił ten sławny żołnierz — który, jak wiemy, jest prawą ręką marszałka Foch'a — zawsze muszą działać solidarnie; odosobnianie może nam tylko zaszkodzić ».

Zabrał następnie głos poseł Louis Marin, prezes T-wa « Amis de la Pologne » i w sposób nader szczęśliwy mówił o symptatajach, jakie naród francuski do Polski żywi.

Nakoniec przemawiała sekretarka generalna T-wa, pani Rosa Bailly, która mówiła o powstaniu i o działalności Związku Przyjaciół Polski, oraz o rezulatatach jego pracy.

P. Louis Roth, student, prezes komitetu « Amis de la Pologne » dzielnicy łacińskiej, mówił zebranym o wycieczce studentów francuskich do Polski, jaką T-wo organizuje. Nakoniec panna Cove odśpiewała po francusku kilka piosenek polskich w opracowaniu Opieńskiego, a znany pieśniarz p. Alfred Lubelski wykonał kilka utworów ze swego repertuaru. Choć śpiewał po polsku, to przecież jego fantazja i mimika sprawiły, że « un triple-ban » go nie minął Pokazano nam także zdjęcia kinematograficzne z Warszawy, Płocka, Kazimierza i Tatr: podobały się one ogólnie. Sala była pełna i w publiczności przeważała młodzież uniwersytecka. Wieczór zakończył się balem.

◇ Trafne słówko.

Na wieczorze urządzonym w *Domu Studentów* w zaprzeszły piątek, o którym piszemy powyżej, gen. Weygand gratulował sympatycznemu artyście naszemu, p. Al. Lubelskiemu za szereg wykonanych pieśni. « Bardzo mi się podobał pański głos i mimika, żałuję mocno, że nie zrozumiałem tekstu, rzecze gen. Weygand, na co artysta znalazl w tej chwili bardzo trafną odpowiedź: — Nic nie szkodzi, panie generale, główna rzecz w tem, że pan zrozumiał Polaków w innej ważniejszej chwili.

Ta aluzja do niezapomnianej roli, jaką odegrał gen. Weygand podczas krytycznej chwili najazdu bolszewików, znalazła aplauz istotnie zasłużony zarówno u generała. jak i licznych świadków rozmowy.

"L'EST EUROPÉEN"

REVUE BI-MENSUELLE ILLUSTRÉE DES QUESTIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, HISTORIQUES ET INTELLECTUELLES DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

traite tous les grands sujets de la politique, informe d'une façon impartiale de tous les événements dans l'Est et dans le Sud-Est Européen, consacre une attention toute spéciale aux questions économiques, donne des études historiques et ethnographiques approfondies, reproduit le texte de documents officiels ayant trait à la politique orientale.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
21, Rue Nowy Świat, 21
VARSOVIE — POLOGNE

Représentant pour la France
Administration de la revue "Polonia"
3 bis, rue La Bruyère — PARIS (IXe)

ABONNEMENT :

	un an,	6 mois,	3 mois.
Occident	48,	24,	12 fr. franç.
Est et Sud-Est de l'Europe	6000,	3000,	1500 mk. pol.

PRIX DU NUMÉRO :
Dans les pays de l'Occident ..... 2 fr. franç.
Dans les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe ..... 300 mk. pol.

Odznaczenie polskiego rzeźbiarza.

Wczoraj odbyła się uroczystość wręczenia odznaki — « Mention Honorable », przyznanej przez ostatni *Salon des Artistes Français* naszemu rodakowi, artyście rzeźbiarzowi p. Mikołajowi Sokolnickiemu, za jego pracę, wystawioną w tym salonie p. t. *Lucyfer* (której reprodukcję podajemy w bieżącym numerze).

P. Sokolnicki pochodzi z dawnej guberni kijowskiej, kształcił się w Paryżu u Hanneau i u wielkiego Rodina. Od 16 lat wystawia w oficjalnych salonach paryskich, *Des Beaux-Arts*, *Des Artistes Français* i w *Salon d'Automne*, a obecnie, jak wspomnieliśmy, otrzymał zaszczytną wzmiankę za swego *Lucyfera*. Prasa francuska, a w pierwszym rzędzie paryski *Journal des Débats* (w nr. z. 2 Maja) poświęciła naszemu artyście bardzo przychylne krytyki. P. Sokolnicki jest jedynym polskim rzeźbiarzem, którego od 16 lat spotkało wyróżnienie ze strony oficjalnych salonów, bardzo wstrzemięźliwych w stosunku do cudzoziemców. Z innych prac artysty, wystawionych w obecnym Salonie, krytyka zwróciła uwagę na doskonałe portrety ks. Konstantego Radziwilla, Salomona Reinacha i Burchardta. W r. 1916 p. Sokolnicki wykonał w Petersburgu piękną grupę w marmurze, którą przeznaczył na uchodźców polskich.

Rodakowi naszemu zasyłamy szczere gratulacje z powodu zasłużonego odznaczenia.

Udział Francji w « Targach Wschodnich ».

Dnia 23 czerwca odbyło się w lokalu « Office National du Commerce Extérieur » (22, avenue Victor Emmanuel III) zebranie francuskich kupców i przemysłowców dla omówienia strony praktycznej udziału Francji w drugich « Targach Wschodnich » we Lwowie, które trwać będą od 5 do 15 września.

W dyskusji brali udział pp. Guillaume de Tarde, dyrektor « office'u »; Viallard, przedstawiciel « Comité Français des Expositions »; Alexandre Merlot, sekretarz generalny « Chambre de Commerce Franco-Polonaise », oraz wielu przedstawicieli kupiectwa i przemysłu francuskiego.

Jak wiadomo, organizacją udziału francuskiego w « Targach Wschodnich » zajmuje się komitet wyłoniony przez trzy wyżej wymienione ciała. Ułożono już w ogólnych zarysach cały plan ugrupowania eksponatów francuskich i przesłania ich do Lwowa morzem do Gdańska, a potem koleją.

Przyjęto również plan pawilonu francuskiego i powierzono jego budowę jednemu z przemysłowców francuskich.

Przyjazd gen. Hallera.

Z powodu odłożenia zjazdu międzynarodowego harcerzy odłożony również został przyjazd gen. Hallera do Paryża. Zjazd ten rozpocznie się d. 27 lipca.

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32 (Nord-Sud St. Georges)
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystyczne.
Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.
Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS
(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.
Modele pierwszorzędnych domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane, w sezonie letnim znacznie niższe.

Mécanicien diplômé

cherche place comme conducteur pour les machines agricoles à vapeur,
S'adresser à **Polonia** pour M. T.

Otwarcie Reprezentacji Banku dla Handlu i Przemysłu w Warszawie — w Douai.

W ubiegły poniedziałek 26 Czerwca b. r. odbyło się w Douai uroczyste otwarcie nowej Polskiej Bankowej Placówki — Reprezentacji Banku dla Handlu i Przemysłu w Warszawie—Filji w Paryżu.

Liczni, obecni przy otwarciu Rodacy nasi z Douai i okolic składali swe życzenia, na które w gorących i serdecznych słowach odpowiadał p. Stanisław Mrozowski, wydelegowany w tym celu z ramienia Banku.

Otrzymano depesze gratulacyjne od wielu naszych Rodaków i Reprezentacji tegoż Banku z Bruay, Marles, Barlin, Noeux i Montceau.

Biuro Reprezentacji mieści się przy ulicy BRA Nº 31.

Napad Niemców na robotników polskich jadących do Francji

W depeszach w ostatnim numerze *Polonii* donosiliśmy o napadzie Niemców na Polaków, jadących do Francji, na stacji Stendhal, na połowie drogi między Berlinem a Hanowerem. Obecnie zwróciliśmy się w tej sprawie do Urzędu dla Spraw Wychodźczych w Paryżu. Objaśniono nas, że właśnie co dopiero wrócił z Toul urzędnik biura, wysłany tamże dla poczynienia ankiety. Robotnicy napadnięci w drodze, rozesłani już zostali z Toulu po kopalniach francuskich. Z owych 11 (a nie 8, jak donosiła depesza) którzy dla ratowania się wyskoczyli oknem z pociągu, 7 nadjechało z opóźnieniem do Toulu, reszta, o ile uszła cało, wróciła prawdopodobnie do Berlina, gdzie nimi zajmie się konsulat polski.

Pokazało się z ankiety, że Niemcy, o ile obrabowali wszystkich robotników, to jednak głównie znęcali się nad Poznańczykami i Ślązakami, zaczem cały napad odbył się na tle rozpasania namiętności szowinistycznych u Niemców. Władze niemieckie podczas napadu zachowały się zupełnie biernie, a nawet drwiły z pobitych robotników polskich.

Ankieta uczyniona w Toul, ma na celu oznaczenie szkód, jakie ponieśli nasi robotnicy, a to w tym celu, aby rząd francuski mógł poczynić energiczne starania u rządu niemieckiego o odszkodowania. Przedstawicielstwo polskie w Berlinie poczyniło, jak się dowiadujemy, odpowiednie kroki u rządu niemieckiego.

Poszukuje się.

Poszukuje się Włodzimierza Jachewicza (bliższych szczegółów brak). Zgłosz. do *Polonii* dla S. Prok.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-45.
Wykonywuje wszelkie druki polskie: Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe. Broszury. Formularze. Zaproszenia. Książki, etc. etc.
Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU
Szybkie parostatki
dla podróżujących Iej, IIej i IIIej klasy.
Wyjazd z Havru co sobota.
Pociągi specjalne z Paryża do Havru.
Bliższych informacji udziela Biuro
6, Rue Auber, PARIS

POLSKA FABRYKA MEBLI

Artystycznych we wszystkich STYLACH

Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly — Paryż (XIIe)
(*métro* **Reuilly**)

Wielki wybór na składzie.

Tel. Trudaine 54 - 68.

SAVOYS SOUPERS

OBIADY — KOLACJE
Open all nigt. Ouvert toute la nu't.
:: Otwarte całą noc. ::
Orkiestra cygańska-Tańce-Śpiewy.
OBIADY **à prix fix** i **à la carte**
z winem i kawą po **18** franków.
Dyrektor CHARLY. 73 rue Pigalle.

Dr Medycyny

FRANCISZEK BRABANDER

b. ekstern szpitali m. Paryża
przyjmuje rano od 11 do 12
i popoł. od 3 do 7
CHOROBY WEWNĘTRZNE,
SKÓRNE I WENERYCZNE
Ceny Specjalne dla Robotników
10, rue du Château-d'Eau, I piętro
(**métro République**)

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż, dnia 28 czerwca 1922.

Funty angielskie.....	52 fr.	55
Dolary ameryk.....	11 fr.	90, 50
Franki belg.....		95
Franki szwajc	2 fr.	25, 10
Marki niem		3, 425
Korony czeskie		—
Leje rumuńskie		7, 25
Korony austr		—
Liry włoskie		56
Marki polskie.....		—
Banknoty	0.28	
Czeki na Warszawę.	26 1/2—	00
Tysiąc marek polskich.	2 fr.	80

PARIS. — SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION ANC. IMPR. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

WŁ. MILKUSZYC et Cie

Le Gérant : P. NEVEU.